



**PRÉFET  
DE LA  
CHARENTE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL D'ENREGISTREMENT**  
**des Installations classées pour la protection de l'environnement**

**SCEA DRIEZ AURÉLIEN**

**Préparation et stockage de vins, de distillation et de stockage d'alcools de bouche  
sur la commune de Vaux-Rouillac**

Le préfet de la Charente

Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** l'annexe III de la directive n°2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;

**Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 512-7 à L. 512-7-7 et R. 512-46-1 à R. 512-46-30 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2250 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 15 mars 1999 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2251 (Préparation, conditionnement de vin, la capacité de production étant supérieure à 500 hl/an, mais inférieure ou égale à 20 000 hl/an) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral de Charente du 18 juin 2008 fixant les prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration avec contrôle périodique sous la rubrique 4755 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 10 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Adour-Garonne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2019 portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Charente ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national (PAN) à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2021 portant désignation et délimitation des zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricole dans le bassin Adour-Garonne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2025 donnant délégation de signature à Mme Nathalie CLARENC, sous-préfète de l'arrondissement de Cognac, et organisant sa suppléance ;

**Vu** la demande présentée le 27 mai 2025 par la société SCEA Driez Aurélien dont le siège social est situé au 21 rue du nord 16170 Vaux-Rouillac, pour l'enregistrement d'installations de distillation, de stockage d'alcools de bouche et de préparation de vins ;

**Vu** le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés, dont l'aménagement n'est pas sollicité ;

**Vu** la demande de compléments de l'inspection établie le 2 septembre 2025 ;

**Vu** les compléments apportés par l'exploitant par correspondance du 10 octobre 2025 ;

**Vu** les preuves de dépôt de déclarations, le 05 mars 2018 et le 27 mai 2020, d'installations de stockage d'alcools de bouche, au lieu-dit Terre-Fort sur la commune de Vaux-Rouillac ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2025 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;

**Vu** les observations du public recueillies entre le 6 novembre et le 4 décembre 2025 ;

**Vu** les délibérations des conseils municipaux de Rouillac et Vaux-Rouillac, consultés selon l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2025 susvisé ;

**Vu** l'avis du propriétaire sur la proposition d'usage futur du site ;

**Vu** l'avis du maire de Vaux-Rouillac sur la proposition d'usage futur du site ;

**Vu** le rapport du 06 janvier 2025 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** la communication au pétitionnaire du rapport et des propositions de l'inspection des installations classées susvisé, par courriel du 07 janvier 2026, conformément aux dispositions de l'article R. 512-46-17 du code de l'environnement ;

**Vu** la transmission le 07 janvier 2026 du projet d'arrêté à l'exploitant dans le cadre du contradictoire ;

**Vu** le retour de l'exploitant en date du 09 janvier 2026 émettant une observation sur le projet d'arrêté ;

**Considérant** que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales des arrêtés de prescriptions générales susvisés et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que la demande précise que le site sera, en cas d'arrêt définitif de l'installation, dévolu à l'usage d'activité agricole ;

**Considérant** l'absence des effets cumulés du projet avec ceux d'autres projets d'activités, ouvrages, travaux et installations existants et/ou approuvés dans cette zone ;

**Considérant** que les caractéristiques du projet et notamment en matière d'utilisation des ressources naturelles, de production de déchets, de rejets ou de nuisances n'est pas susceptible de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé qui nécessiteraient la réalisation d'une étude d'impact ;

**Considérant** que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

**Considérant** en conséquence, qu'il n'y a pas lieu d'instruire la demande selon les règles de procédure de l'autorisation environnementale ;

Sur proposition de la sous-préfète de l'arrondissement de Cognac ;

## **ARRÊTE**

---

### **TITRE 1 - PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES**

---

#### **CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE**

##### **Article 1.1.1 Exploitant, titulaire de l'enregistrement**

Les installations de la société SCEA DRIEZ AURELIEN représentée par M. Aurélien Driez, gérant, dont le siège social est situé au 21 rue du Nord – 16170.Vaux-Rouillac, faisant l'objet de la demande susvisée du 27 mai 2025, sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de Vaux-Rouillac, au lieu-dit Terre-Fort. Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R.512-74 du code de l'environnement).

## **CHAPITRE 1.2 NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS**

### **Article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

<b>Rubrique</b>	<b>Libellé de la rubrique</b>	<b>Éléments caractéristiques / Volume</b>	<b>Régime</b>
<b>2250-2</b>	Production par distillation d'alcools de bouche d'origine agricole, la capacité de production exprimée en équivalent alcool pur étant : 2. Supérieure à 30hl/j et inférieure ou égale à 1 300 hl/j	6 alambics de 25 hl, capacité de charge totale : 150 hl  <b>soit une capacité de production de 90 hl AP/j (*)</b>	<b>E</b>
<b>2251-2</b>	Préparation, conditionnement de vins, la capacité de production étant : 2. Supérieure à 500 hL/an, mais inférieure ou égale à 20 000 hL/an	15 cuves inox extérieures de 520 hl,  1 cuve de préparation de 220 hl  <b>soit une capacité de stockage de 8 020 hl/an</b>	<b>D</b>
<b>4755-2</b>	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. 2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40 % : la quantité susceptible d'être présente étant : b) Supérieure ou égale à 50 m <sup>3</sup>	        <b>QSP totale de 499,6 m<sup>3</sup></b>	<b>DC</b>
<b>4718-2-b</b>	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, ...) La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (...) étant : 2. Pour les autres installations [que le stockage en récipients à pression transportables] b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t	        Cuve aérienne de propane  <b>QSP de 12,5 t</b>	<b>DC</b>

**Régime** : E (enregistrement) ; DC (déclaration avec contrôle périodique) ; D (Déclaration)

(\*) production d'alcool pur théorique estimée conformément à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 régissant l'activité de distillation sous le régime de l'enregistrement.

**QSP** : quantité susceptible d'être présente

**Article 1.2.2 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau (IOTA)**

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Éléments caractéristiques / Volume	Régime
<b>2.1.5.0-2</b>	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :  2° supérieure à 1 ha, mais inférieure à 20 ha.	<b>1,30 ha</b>	<b>D</b>

D : Déclaration

**Article 1.2.3 Situation de l'établissement**

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles	Lieu-dit
Vaux-Rouillac	000ZC 52/57/58/142/134/49/101/105/50/132/113/106	Terre-Fort

Les installations mentionnées aux articles 1.2.1 et 1.2.2 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Article 1.2.4 Autres limites de l'autorisation**

L'installation de distillation de l'établissement respecte les conditions et limites suivantes :

Nature des produits distillés	Volume maximum de produits distillés	Période de distillation
Vins	13 200 hl / an	de septembre à avril

**Article 1.2.5 Consistance des installations**

L'établissement est composé des installations / équipements suivants :

- Une distillerie de 271,5 m<sup>2</sup> comportant 6 alambics de 25 hl de charge chacun ;
- Deux chais de stockage d'alcools de 299 m<sup>2</sup> chacun ;
- Une cuverie de stockage de vin en extérieur, d'une capacité totale de 8020 hl ;
- Un chai de distillation de 94,5 m<sup>2</sup> et de QSP 20 m<sup>3</sup> ;
- Des locaux annexes (salle de réunion de 40 m<sup>2</sup>, local technique de 35,5 m<sup>2</sup> surmonté d'un bureau du distillateur de 19,5 m<sup>2</sup>) ;
- Une aire de chargement/déchargement ;
- Un bassin à vinasses de 1000 m<sup>3</sup> auquel est connecté un bassin tampon de 60 m<sup>3</sup> ;
- Un bassin de refroidissement / réserve incendie de 800 m<sup>3</sup> ;
- Un système de refroidissement (groupe de froid de 152 kW et 2 cuves de 500 hl) ;
- Une cuve de stockage de gaz, de capacité 12,5 t.

## **CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AUX DOSSIERS D'ENREGISTREMENT**

### **Article 1.3.1 Conformité aux dossiers d'enregistrement**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers déposés par l'exploitant, accompagnant sa demande du 27 mai 2025 et complétée le 10 octobre 2025.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aménagées, complétées ou renforcées par le présent arrêté le cas échéant.

## **CHAPITRE 1.4 MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF**

### **Article 1.4.1 Mise à l'arrêt définitif**

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, pour un usage d'activité agricole.

## **CHAPITRE 1.5 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES**

### **Article 1.5.1 Arrêtés ministériels de prescriptions générales**

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 susvisé relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2250 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 15 mars 1999 susvisé relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2251 (Préparation, conditionnement de vin, la capacité de production étant supérieure à 500 hl/an mais inférieure ou égale à 20 000 hl/an) ;

### **Article 1.5.2 Arrêté préfectoral de prescriptions générales**

S'appliquent également à l'établissement les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2008 modifié susvisé fixant les prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration avec contrôle périodique sous la rubrique 4755.

### **Article 1.5.3 Arrêtés ministériels de prescriptions générales, compléments, renforcement des prescriptions**

Les prescriptions générales qui s'appliquent à l'établissement pour son exploitation sont complétées et renforcées par celles du Titre 2 « Prescriptions particulières » du présent arrêté.

---

## **TITRE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES**

---

### **CHAPITRE 2.1 COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

Pour la protection de l'environnement, les prescriptions générales applicables aux installations sont complétées et renforcées par celles des articles 2.1.1 et 2.1.3 ci-après :

#### **Article 2.1.1 Stockage des vinasses**

L'article 58 de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 mentionné à l'article 1.5.1 du présent arrêté, détaillant les dispositions de stockage des vinasses, est renforcé par les prescriptions suivantes :

L'exploitant réalise un nettoyage complet du bassin de stockage des vinasses au moins une fois par an et en cas de plainte relative à des nuisances olfactives.

Les opérations d'entretien, de vérification de l'étanchéité ainsi que de nettoyage du bassin de stockage des vinasses, font l'objet d'une traçabilité écrite et tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 2.1.2 Évitement temporel**

Le démarrage des travaux doit se faire en dehors de la période de nidification de l'avifaune nicheuse présente sur les abords du site (période s'étalant du début du mois de mars à la fin du mois de juillet).

#### **Article 2.1.3 Maintien de secteurs favorables**

Les secteurs favorables aux espèces patrimoniales recensées doivent être conservés sur le site : l'espace enherbé à l'arrière du chai 1 et les empièvements situés à l'avant de ce même chai.

### **CHAPITRE 2.2 COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES RELATIVES A L'ÉPANDAGE**

Pour la protection de l'environnement et la prévention des risques, les prescriptions générales applicables aux installations sont complétées par celles des articles 2.2.1 à 2.2.7 ci-après.

#### **Article 2.2.1 Règles générales d'épandage**

L'épandage de déchets ou effluents sur ou dans les sols agricoles doit respecter les règles définies :

- à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 susvisé (rubrique 2250 – E)
- à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 mars 1999 susvisé (rubrique 2251 – D)
- par l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011, modifié par l'arrêté ministériel du 30 janvier 2023, relatif au programme d'actions à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole.

Les déchets ou les effluents autorisés à l'épandage sont exclusivement les eaux résiduelles de la partie vinification (eaux de lavage des cuves, du pressoir et lie) et les vinasses issues de l'activité de distillation. Aucun autre déchet ne pourra être incorporé à ceux-ci en vue d'être épandu.

L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage des déchets ou des effluents sur les parcelles des exploitations agricoles ; conformément au plan d'épandage joint à la demande d'enregistrement, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté et dans les conditions définies par l'étude préalable à l'épandage.

Le périmètre d'épandage regroupe 38,77 ha aptes à l'épandage. Cette surface est constituée de parcelles agricoles réparties sur 5 communes du département de Charente.

#### **Article 2.2.2 Contrats d'épandage**

L'épandage ne peut être réalisé que si des contrats ont été établis entre les parties suivantes :

- Producteur de déchets, sous-produits ou d'effluents et prestataire réalisant l'opération d'épandage,
- Producteur de déchets, sous-produits ou d'effluents et agriculteurs exploitant les terrains.

Ces contrats définissent les engagements de chacun, ainsi que leur durée.

#### **Article 2.2.3 Quantité maximale annuelle à épandre**

La quantité annuelle maximale totale d'effluents à épandre n'excède pas 1195 m<sup>3</sup>.



#### **Article 2.2.4 Quantité maximale annuelle à épandre à l'hectare**

Quels que soient les apports de fertilisants azotés, compatibles avec le respect de l'équilibre de la fertilisation, la dose de vinasses épandue ne doit pas dépasser 60 m<sup>3</sup>/an/ha sur des cultures de vignes.

#### **Article 2.2.5 Dispositifs d'entreposage**

Le volume nécessaire au stockage des effluents est au minimum de 667,5 m<sup>3</sup>. L'exploitant dispose d'un bassin d'une capacité de 1 000 m<sup>3</sup>, aménagé avec une membrane étanche.

#### **Article 2.2.6 Modalités d'épandage**

Les effluents, une fois stockés dans le bassin dédié, sont ensuite épandus à partir du mois d'octobre à l'aide d'un matériel adapté.

L'épandage des vinasses n'étant possible que sur les terres cultivées, il n'est donc pas autorisé sur des parcelles qui auraient basculé en jachère de manière temporaire.

Les parcelles identifiées se situant en zone vulnérable à la pollution par les nitrates d'origine agricole, et pour certaines en zone d'action renforcée (ZAR), l'épandage des vinasses sera réalisé en dehors des périodes d'interdiction propres à chacune des zones précitées et répertoriées dans le plan d'épandage présenté par l'exploitant.

#### **Article 2.2.7 Bilan annuel**

Un bilan est dressé annuellement. Ce document comprend :

- les parcelles réceptrices ;
- un bilan qualitatif et quantitatif des déchets ou effluents épandus ;
- l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale et les résultats des analyses de sols ;
- les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sols et de systèmes de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaire qui en découlent ;
- la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale.

Ce bilan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Une copie en est adressée aux agriculteurs concernés.

---

### **TITRE 3 - DISPOSITIONS FINALES**

---

#### **CHAPITRE 3.1 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Poitiers ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1. Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

L'auteur d'un recours administratif ou contentieux est tenu, à peine de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision.

### **CHAPITRE 3.2 PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'enregistrement environnementale est déposée à la mairie de Vaux-Rouillac ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Vaux-Rouillac pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 du Code de l'environnement, à savoir : Vaux-Rouillac ainsi que Rouillac ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Charente pendant une durée minimale de quatre mois.

### **CHAPITRE 3.3 EXÉCUTION**

La sous-préfète de l'arrondissement de Cognac, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de Vaux-Rouillac sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SCEA DRIEZ AURÉLIEN et dont une copie leur sera adressée.

Cognac, le **13 JAN. 2026**

P/le préfet et par délégation

La sous-préfète



Nathalie CLARENC